

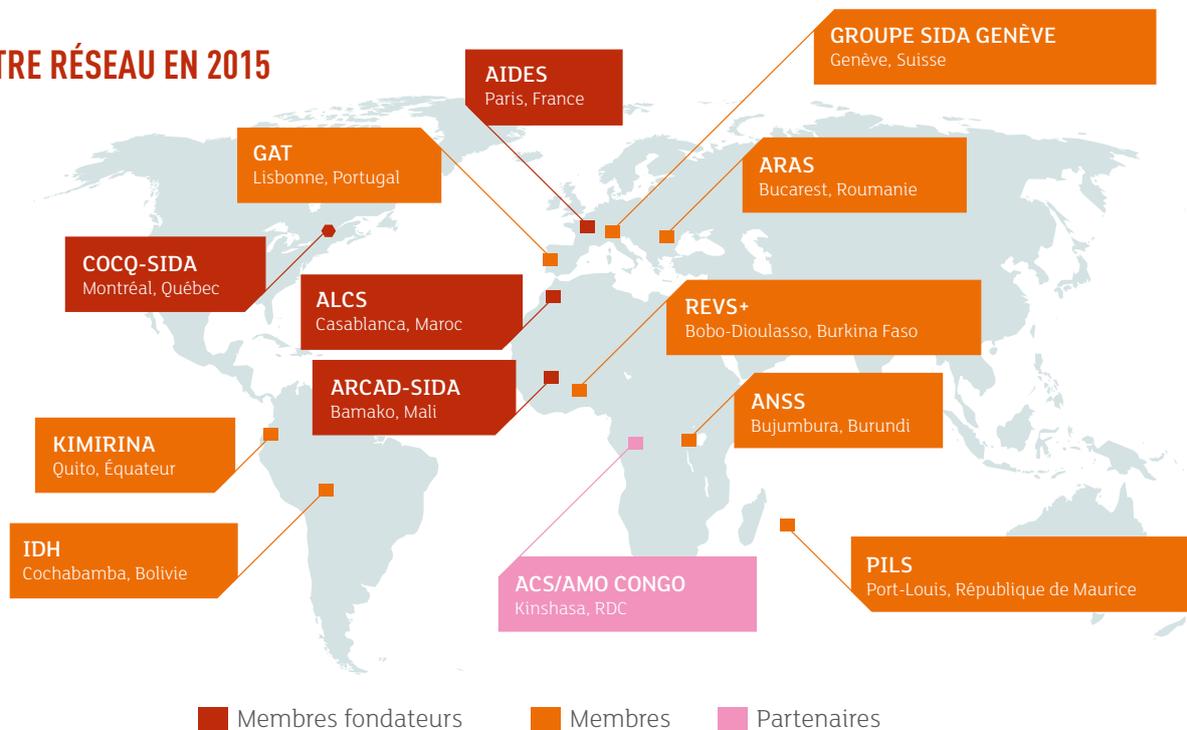
RAPPORT D'ACTIVITÉ

2014

UN MOUVEMENT COMMUNAUTAIRE POUR METTRE FIN AU SIDA...

Coalition PLUS a été créée en 2008 avec l'ambition de bâtir une union internationale d'ONG qui mettrait au centre de ses actions la démarche communautaire. Objectif : faire en sorte que les personnes infectées, affectées ou vulnérables au VIH/sida soient systématiquement impliquées dans les processus décisionnels, de réalisation et d'évaluation liés aux programmes de lutte contre la pandémie. Coalition PLUS s'est en effet construite sur une vision commune à tous ses membres : ce sont les personnes qui vivent avec le VIH ou les plus exposées au virus qui en parlent le mieux et qui sont les plus à même d'exprimer leurs besoins. Elles doivent par conséquent être impliquées dans tous les dispositifs thérapeutiques, de prévention, de gouvernance, de recherche ou encore de plaidoyer. Placer ces personnes au cœur de la lutte, reconnaître leur expertise communautaire à sa juste valeur, c'est non seulement pouvoir compter sur leur responsabilisation accrue, mais également gagner en légitimité, tout en accroissant l'efficacité des actions engagées.

NOTRE RÉSEAU EN 2015



UN RÉSEAU FORT À L'INTERNATIONAL POUR QUE PERSONNE NE SOIT OUBLIÉ...

Coalition PLUS s'est progressivement ouverte depuis sa création à des associations répondant à l'intégralité de ses critères d'adhésion et notre union compte 12 membres et 1 partenaire, présents dans 13 pays en 2015 : Bolivie, Burkina Faso, Burundi, Equateur, France, Mali, Maroc, Portugal, Québec, République démocratique du Congo, République de Maurice, Roumanie et Suisse. Elle rassemble ainsi l'expertise et la force des plus importantes ONG de lutte contre le sida du Nord et du Sud, reconnues au niveau national, voire international pour leur efficacité et leur bonne gestion. Celles-ci œuvrent en effet sans relâche et de longue date pour mener des actions ciblées de soutien aux personnes infectées par le VIH/sida et à leurs proches. Elles se battent également depuis toujours pour faire évoluer les politiques publiques en matière de santé, contre la stigmatisation et la criminalisation des personnes séropositives ou en faveur des droits fondamentaux des populations les plus exposées et précarisées. Toutes se mobilisent quotidiennement, aux quatre coins du globe, pour que l'accès effectif et universel aux soins, aux traitements et à la prévention devienne réalité.

TABLE DES MATIÈRES

- 4 MOT DE LA PRÉSIDENTE**
Fin du sida : la voie sera politique ou sans issue
- 5 VIE ASSOCIATIVE**
 - 5 Assemblée générale 2014 au Burundi
 - 6 Élections 2014
 - 6 GAT devient le membre portugais de Coalition PLUS
- 7 DROITS HUMAINS : NOS ADHÉRENTS SE MOBILISENT**
- 9 PLAIDOYER : Coalition PLUS SE RAMIFIE A L'INTERNATIONAL**
 - 9 Projet plaidoyer (AFD)
 - 10 Plateforme Europe
- 11 LE SECRÉTARIAT DE Coalition PLUS**
 - 11 Programme Recherche
 - 13 Programme Plaidoyer
 - 15 Programme Communication & Collecte
 - 17 Programme Gestion financière
- 18 RAPPORT FINANCIER**
 - 18 Rapport de la Trésorière
 - 21 Les activités du Secrétariat de Coalition PLUS
 - 21 Utilisation des ressources collectées auprès du public
 - 22 Bilan actif
 - 23 Bilan passif
 - 24 Compte de résultat
- 26 DEVENIR DONATEUR**
 - 26 Agissons ensemble : vos dons font nos actions !

REMERCIEMENTS

Le présent rapport d'activité est un reflet partiel des nombreux services et projets conduits ou mis en place par nos adhérents aux quatre coins du monde en 2014. Des activités et prestations tournées vers les communautés qui en ont le plus besoin, pensées pour et par ces dernières, qui ne pourraient tout simplement pas voir le jour sans l'engagement inconditionnel de milliers de militants et volontaires portant quotidiennement les combats et valeurs de Coalition PLUS sur le terrain. A ces alliés, nous tenons à adresser nos plus chaleureux remerciements.

En 2014, Coalition PLUS a été financée par les dons privés ainsi que par AIDES. Ceci lui permet de revendiquer une certaine indépendance dans la poursuite de ses activités. Toutefois, outre les ressources indispensables provenant des programmes de collecte de dons qu'elle mène dans différents pays, notre union a pu compter sur le précieux soutien de bailleurs de fonds, contribuant ponctuellement ou durablement au financement de ses programmes. A ces partenaires et donateurs, privés ou institutionnels, nous tenons à exprimer notre plus sincère reconnaissance.

Les idéaux que nous défendons n'ont de valeur que parce que vous les partagez avec nous. Merci.

FIN DU SIDA : LA VOIE SERA POLITIQUE OU SANS ISSUE

La fin du sida n'est plus désormais qu'une question de volonté politique. Les considérables avancées enregistrées ces 15 dernières années dans le domaine des traitements antirétroviraux ont en effet permis de surmonter la plupart des obstacles techniques à la réalisation de cet objectif. Pour preuve, l'épidémie marque enfin des signes de stabilisation dans certains pays, en grande partie dus à l'impact favorable de ces précieuses molécules sur les nouvelles infections. Et la recherche continue de porter ses fruits : récemment, un antirétroviral - le Truvada® - a prouvé son efficacité à faire chuter drastiquement le risque de transmission du virus lorsqu'il est prescrit à titre préventif au moment du rapport sexuel. Une véritable révolution, ouvrant la voie à une nouvelle ère de la prévention par le traitement.

Ces avancées, bien réelles, se heurtent toutefois à certaines données particulièrement alarmantes. Ainsi, selon les dernières estimations de l'ONUSIDA (2014), 19 des 35 millions de personnes vivant avec le VIH dans le monde ignorent leur séropositivité. Une épidémie cachée et donc impossible à juguler. Par ailleurs, 18 millions de malades - concentrés sans surprise dans les pays les plus pauvres de la planète - n'ont toujours pas accès aux antirétroviraux. Le verdict est donc sans appel. La pandémie ne s'éteindra pas sans un investissement financier rapide et massif à l'international dans le chantier essentiel que constitue l'accès universel au dépistage, aux soins et aux traitements : 22 à 24 milliards de dollars par an selon la même agence onusienne.

L'enjeu est en rapport avec les importantes ressources à mobiliser. Mettre fin à l'épidémie d'ici à 2030 éviterait plusieurs millions de nouvelles infections et de décès. Heureusement, l'investissement est également des plus rentables : un rapport du Global Fund Advocates Network (GFAN) daté de 2013 démontre en effet que chaque dollar investi dans la lutte contre le sida en rapporte 12 à court terme, principalement grâce aux infections évitées par l'effet préventif des traitements.

L'argent ne suffira toutefois pas à lui seul. La décriminalisation et le respect des droits fondamentaux des personnes séropositives et les plus vulnérables au VIH – dont les injecteurs de drogues, les travailleurs du sexe ou encore les hommes ayant des relations sexuelles avec les hommes - est en effet une autre condition incontournable du succès. Au Nord comme au Sud, leur maintien dans l'illégalité et la clandestinité les éloigne des structures de prévention et de soins; ce qui met leur vie en danger et nourrit une épidémie qui a déjà fait 39 millions de morts à ce jour.

Aujourd'hui, la science montre une nouvelle fois aux plus sceptiques la voie à suivre. Mais seule l'action permettra de triompher de l'épidémie. Coalition PLUS et ses adhérents agissent quotidiennement sur le terrain pour atteindre cet objectif ambitieux. Grâce à l'incalculable engagement de milliers de collaborateurs et volontaires à travers le monde. Et avec l'indispensable soutien de nos donateurs et bailleurs. Nous sommes très fiers de les compter tous parmi nous.

Hakima Himmich
(Présidente de Coalition PLUS)



© Coalition PLUS - Hakima Himmich
(Présidente de Coalition PLUS et de l'ALCS).

Professeure de médecine, ancien chef d'un service hospitalier, membre du comité d'experts qui conseille la direction exécutive de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS). Hakima Himmich a consacré sa vie entière à lutter aux côtés des personnes séropositives. Présidente de l'Association de lutte contre le sida (ALCS), membre marocain de Coalition PLUS, elle a été élue à la présidence de notre union en 2012 et réélue à ce poste en 2014 pour un second mandat de deux ans.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE 2014 AU BURUNDI

Les principes chers à Coalition PLUS d'égalité entre associations membres et de décentralisation de ses activités, expliquent que les réunions de son Conseil d'administration (CA), de même que ses Assemblées générales (AG) soient organisées à tour de rôle dans les différents pays dans lesquels notre union est représentée, plutôt que systématiquement en son siège parisien. Ainsi, c'est l'ANSS qui en 2014 s'est proposée d'accueillir et de co-organiser notre AG annuelle électorale au Burundi, ainsi que deux journées de CA et de réflexion stratégique du 4 au 6 juillet 2014. Celles-ci se sont déroulées dans divers lieux de la région de Bujumbura et ont permis aux représentants des 13 associations adhérentes de Coalition PLUS d'échanger sur différents sujets et projets.



© ONUSIDA - Jeanne Gapiya (Présidente de l'ANSS) et Michel Sidibé (Directeur exécutif de l'ONUSIDA), accueillent leurs invités le 4 juillet 2014 à Bujumbura (Burundi).

La venue de la délégation de Coalition PLUS au Burundi a coïncidé avec la tenue le 4 juillet au soir du gala de charité annuel de l'ANSS, qui avait cette année pour objectif de collecter des fonds qui serviraient à la construction d'une maternité pour compléter les services que l'association offre aux femmes séropositives en matière de prévention de la transmission du VIH de la mère à l'enfant (PTME). Un établissement unique en son genre dans le pays, qui fonctionnera en lien direct avec une structure intégrée offrant des services de planification familiale, ainsi que des conseils en matière de santé sexuelle et reproductive. La capacité d'accueil de cette maternité sera de 20 places et l'ANSS compte y accueillir entre 100 et 150 mamans par année. Le parrain de cet événement haut en couleurs et en émotions n'était autre que Monsieur Michel Sidibé (Directeur Exécutif de l'ONUSIDA et Secrétaire général adjoint des Nations Unies), venu en personne soutenir l'ANSS, qui marquait également à cette occasion ses 20 ans d'existence.

Le vingtième anniversaire de notre membre burundais a d'ailleurs fait l'objet d'une journée entière de commémorations et de festivités le 3 juillet au siège de l'association, situé dans la capitale Bujumbura, dont les Administrateurs et collaborateurs de Coalition PLUS figuraient parmi les invités d'honneur. Danses traditionnelles, spectacles de tambours et production de petites scénettes mises en scène par les collaborateurs des différentes antennes de l'association, ont à cette occasion ponctué des discours et hommages émouvants à celles et ceux ayant contribué ou contribuant encore à faire de l'ANSS ce qu'elle est. Notre délégation a été magnifiquement accueillie par les collaborateurs de l'ANSS et les bénéficiaires de l'association, venus en nombre pour cette journée qui restera longtemps gravée dans les mémoires. Notre délégation a également eu la chance de pouvoir visiter la Maison de la Joie, une structure d'accueil transitoire à destination d'enfants séropositifs, orphelins ou dont les parents ne peuvent pas s'occuper, dont l'ANSS a repris la gestion suite au désengagement, pour raisons financières, d'une association qui en avait la charge, craignant que les enfants recueillis ne finissent à la rue. Là encore, l'accueil chaleureux des jeunes bénéficiaires, qui avaient notamment préparé un spectacle de danses et de chants à leur attention, a beaucoup touché les membres de la délégation, qui avaient de leur côté apporté des jouets et du matériel éducatif pour ces enfants dans leurs bagages.



© Coalition PLUS - Danses traditionnelles au son des fameux Tambours du Burundi à l'occasion des 20 ans de l'ANSS, membre burundais de notre union.

ÉLECTIONS 2014

L'Assemblée générale 2014 de Coalition PLUS a vu l'élection de ses nouveaux Administrateurs et de son nouveau Bureau pour une période de 2 ans. Les associations fondatrices de Coalition PLUS (ALCS, AIDES, ARCAD-SIDA et COCQ-SIDA) ont été réélues tacitement, comme le prévoient les statuts de notre union. Au total, 9 places d'Administrateurs étaient en jeu et 5 autres associations ont dès lors été élues : ANSS (Burundi), ARAS (Roumanie), GAT (Portugal), KIMIRINA (Equateur) et PILS (République de Maurice). En ce qui concerne l'élection du nouveau Bureau, Hakima Himmich (ALCS - Maroc - Présidente) et Hélène Legaré (COCQ-SIDA - Québec - Trésorière) ont été réélues pour un nouveau mandat. Didier Bonny (GROUPE SIDA GENEVE - Suisse) a été élu vice-président et succède à Aliou Sylla (ARCAD-SIDA - Mali) à cette fonction.



©Coalition PLUS - Didier Bonny (Vice-président de Coalition PLUS et Administrateur du Groupe sida Genève) offre du matériel scolaire aux enfants de la Maison de la Joie.

GAT DEVIENT LE MEMBRE PORTUGAIS DE Coalition PLUS



Menée en avril 2013, une mission diagnostic avait amené le CA de Coalition PLUS à attribuer le statut de partenaire à l'association portugaise GAT lors de l'AG 2013. Depuis, celle-ci a participé régulièrement aux travaux et réunions de Coalition PLUS, dont notre AG de juillet 2014 à Bujumbura (Burundi). A cette occasion, GAT a sollicité l'organisation d'une mission de réexamen de sa situation, considérant qu'elle remplissait désormais l'intégralité des critères d'adhésion de notre union pour en devenir membre de plein droit. Cette nouvelle mission, qui a eu lieu en septembre 2014, a permis de faire un diagnostic partagé (Coalition PLUS – GAT) du mode d'organisation de la vie associative et de la gestion financière de GAT au regard des points soulevés lors de la mission diagnostic de 2013. La délégation, formée de Vincent Pelletier (Directeur de Coalition PLUS), d'Hélène Legaré (Présidente de la COCQ-SIDA et Trésorière de Coalition PLUS) et de Deborah Glejser (Administratrice et Coordinatrice du Groupe sida Genève), a notamment pu vérifier que les points d'amélioration relatifs à la gouvernance de la structure avaient été adéquatement traités avec des changements statutaires et un renouvellement des organes élus. Dès lors, elle a recommandé aux Administrateurs de Coalition PLUS d'octroyer à l'association GAT le statut de membre de plein droit à partir du CA d'octobre; recommandation suivie par les intéressés. Coalition PLUS comptait donc 13 adhérents en 2014 : 11 membres de plein droit et 2 partenaires.

L'organisation GAT est un acteur majeur de transformation sociale au Portugal. Dépistage, prévention, action en direction des populations les plus vulnérables à l'épidémie, défense des droits des personnes séropositives, supervision de la prise en charge médicale, formation des professionnels de santé et recherche communautaire font notamment partie de ses champs de compétence.

NOS ADHÉRENTS SE MOBILISENT

Les Administrateurs de Coalition PLUS ont saisi l'occasion de leur Assemblée générale 2014 au Burundi pour échanger sur la thématique « Droits humains et populations vulnérables : quelles perspectives d'action ? ». Dans le cadre d'une journée de réflexion stratégique, il leur a été demandé de dresser un bref état des lieux des questions clés et principaux enjeux auxquels ils étaient confrontés dans leurs pays respectifs. Il leur a également été proposé d'exposer les meilleures pratiques identifiées en matière de défense et de promotion des droits des populations les plus vulnérables à l'épidémie. Ce travail a permis dans un second temps de faire émerger des pistes de mobilisation et des objectifs prioritaires communs dans ce domaine en tant qu'union.



© Yagg.com - Il existe dans le monde près de 80 pays où les lois continuent de criminaliser les rapports sexuels entre personnes de même sexe. Or, la stigmatisation et l'exclusion des communautés LGBT nourrissent l'épidémie de VIH/sida.



© ONUSIDA - La discrimination affecte les vies de millions de personnes à travers le monde. Le 1er mars 2014, à l'occasion de la Journée Zéro Discrimination, les adhérents de Coalition PLUS se sont joints à la campagne mondiale de l'ONUSIDA « Ouvrez-vous, Tendez la main. », afin de célébrer la diversité et de rejeter la discrimination sous toutes ses formes.

Cette revue de la composante « droits humains » a permis de faire ressortir que les travailleurs du sexe, les gays et autres hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes (HSH), ainsi que les utilisateurs de drogues par injection (UDI) et les migrants en situation irrégulière font l'objet de nombreuses discriminations dans l'ensemble des pays où notre coalition est représentée. Ces populations se trouvent généralement dans l'impossibilité de se défendre et ont souvent une méconnaissance de leurs droits. A cet égard, une bonne pratique identifiée par nos adhérents consiste à vulgariser les textes de loi «protecteurs» de ces communautés, afin d'amener les personnes pour lesquelles ils ont été conçus à une meilleure prise de conscience de leurs droits, tout en mettant des programmes en place pour favoriser leur estime de soi. Au Sud, les personnes lesbiennes, gays, bisexuelles et transgenres (LGBT) font plus particulièrement face à des problèmes légaux que ne rencontrent pas les citoyens non LGBT. Dans la plupart des pays africains où nous sommes présents, la loi condamne en effet les relations entre personnes de même sexe à une peine de plusieurs mois, voire de plusieurs années de prison ferme. Et nos membres africains constatent logiquement que les gays et autres HSH utilisent peu l'offre de services existante (prévention et/ou prise en charge de besoins spécifiques) du fait de ces lois qui les criminalisent et qui les poussent à la clandestinité, augmentant ainsi leur vulnérabilité au VIH et aux autres IST. La lutte en faveur des droits des personnes LGBT reste dès lors un enjeu majeur pour nos adhérents du Sud et outre un engagement fort pour réformer les lois homophobes par le biais d'un plaidoyer local, nos adhérents ont mis en place - parfois en collaboration avec d'autres ONG spécialisées dans les droits humains - divers ateliers à destination des leaders communautaires, élus, leaders religieux et coutumiers, et autres professionnels des médias ou de la santé, avec pour objectif de sensibiliser ces professionnels sur la vulnérabilité et la nécessité de la prise en compte des besoins spécifiques des groupes à risque. Dans ce contexte, la sensibilisation, la mobilisation et le soutien des organisations de la société civile et des institutions non étatiques (PNUD, ONUSIDA, ambassades, etc.) en matière de droits humains constituent une bonne pratique.

Droits humains

Au Nord, le constat partagé est que la lutte pour un accès effectif et indifférencié au dépistage, aux soins et aux nouvelles molécules antirétrovirales reste une priorité et que la question des « restes à charge » toujours plus importants impose une mobilisation forte. L'objectif est d'assurer une démocratie sanitaire à tous les niveaux, dans un contexte fréquemment marqué par des menaces sur l'aide médicale d'Etat. Par ailleurs, un plaidoyer en faveur du droit au séjour pour soins pour les étrangers malades – trop fréquemment expulsés sans garantie de prise en charge médicale et/ou thérapeutique adéquate dans le pays de renvoi – est plus que jamais de mise. Et outre, la lutte contre l'homophobie et la transphobie – et plus généralement en faveur d'une égalité des droits en société indépendamment de l'orientation sexuelle et de l'identité de genre –, mobilise nos associations de manière soutenue et continue. Enfin, l'extension des dispositifs et prestations de réduction des risques à destination des consommateurs de drogues (seringues en prison, salle de consommation à moindre risque, éducation à l'injection, etc.) de même qu'auprès des gays et autre HSH (accès à la PrEP, offres de santé sexuelle pour populations vulnérables, etc.) font partie des axes prioritaires d'action de nos adhérents français, suisses, québécois, roumains et portugais.

“Toute personne a le droit de circuler librement et de choisir sa résidence à l'intérieur d'un Etat. Toute personne a le droit de quitter tout pays, y compris le sien, et de revenir dans son pays.”

Article 13 de la Déclaration universelle des Droits de l'Homme

© Diversite.be - Quelque 38 pays, territoires et zones imposent aujourd'hui encore aux personnes vivant avec le VIH différentes restrictions à l'entrée, au séjour et à la résidence.



© Supportdontpunish.org - « Soutenez. Ne Punissez Pas. » (Support. Don't Punish.) est une campagne mondiale de plaidoyer conçue dans le cadre du projet Action communautaire pour la réduction des risques (CAHR). Elle vise à mettre la priorité sur la santé publique et les droits fondamentaux des usagers de drogues, plutôt que sur la criminalisation de ces derniers.

D'une manière générale, on constate une menace, voire un recul sur la question des droits fondamentaux des populations vulnérables dans la plupart des pays où Coalition PLUS est présente. La question se pose donc de savoir quelles actions nous souhaitons et pouvons mener en tant qu'union pour modifier cette tendance aux échelles internationale, régionale et nationale. Et s'il paraît difficile d'obtenir un consensus sur la meilleure manière de procéder, compte tenu de la diversité des contextes et de la nature des combats à mener, nos adhérents convergent pour dire que Coalition PLUS doit «faire du bruit» sur la question des droits humains et affirmer que la stigmatisation, la discrimination, la criminalisation des populations vulnérables tuent. Tous s'accordent également à dire que nous ne pourrions pas inverser la tendance en quelques années. Il s'agit en effet d'un processus très long et lourd, qui prendra probablement plusieurs générations pour aboutir. Ainsi, un pays aux lois sévères et contre-productives ne changera pas sa vision du jour au lendemain, indépendamment des moyens engagés et de la pression exercée. Nous devons par conséquent nous fixer un objectif intermédiaire, qui passe par la non-application des lois répressives avant leur abrogation. Coalition PLUS est d'abord une plateforme terrain, qui a vocation à imaginer, élaborer et mettre en place des réponses sociales extrêmement concrètes aux problèmes rencontrés. Il nous appartient de réfléchir à la meilleure manière de valoriser les bonnes pratiques de chacun, de manière à les démultiplier et à les généraliser à l'ensemble des organisations membres de l'union.

Coalition PLUS SE RAMIFIE À L'INTERNATIONAL

Le programme TRANSFERT vise l'accompagnement à la création et l'empowerment de 4 plateformes sous-régionales africaines d'appui aux associations de lutte contre le VIH/sida sur les régions Maghreb, Afrique de l'Ouest, Afrique Centrale et de l'Est, et Océan Indien. Financé par l'Agence Française de Développement (AFD) à 60% et AIDES – membre cofondateur de Coalition PLUS – à 40% pour un montant total de près de 2 500 000 euros, le programme se déploie depuis avril 2014 et devrait aboutir fin 2016. Bien que porté par AIDES, ce programme s'articule autour de plusieurs associations membres de Coalition PLUS, chacune chargée de la coordination d'une plateforme sous-régionale. Le travail de ces plateformes permettra à terme à notre union d'asseoir son poids politique international, tout en soutenant un nombre beaucoup plus important d'associations communautaires alliées de l'union dans les sous-régions où celles-ci interviennent.

PROJET PLAIDOYER (AFD)

Financé par l'Agence Française de Développement (AFD) sur 3 ans, le Projet Plaidoyer porté par Coalition PLUS permet de salarier des plaideurs dans chacune des 4 plateformes africaines du projet TRANSFERT pour faire du plaidoyer à la fois national, régional et auprès des instances internationales. Ainsi, au premier semestre 2014, le programme Plaidoyer de Coalition PLUS comptait 4 salariés : une plaidreuse à Paris, un plaidreur décentralisé au Burundi, une chargée des relations médias et un responsable de programme. Une Chargée de plaidoyer décentralisée est venue renforcer ce dispositif au second semestre, en charge de coordonner le développement de ce projet novateur. Septembre 2014 a été la phase de démarrage des activités, suite à l'étape préliminaire de structuration de la fonction plaidoyer au sein des associations impliquées. Une mission de notre Chargée de plaidoyer décentralisée en République de Maurice, s'inscrivant dans la continuité d'un travail de planification stratégique engagé en janvier 2014 avec le responsable du programme Plaidoyer et qui avait donné lieu à la réalisation d'un plan stratégique, a dès lors été menée. Cette mission a permis la réalisation d'un diagnostic partagé interne et externe à l'association PILS – membre mauricien de Coalition PLUS – pour saisir l'environnement politique dans lequel s'inscrit le plaidoyer mené dans la région Océan Indien. Par ailleurs, la délégation a pu, d'entente avec les partenaires de PILS, pré-identifier parmi les axes de plaidoyer définis par Coalition PLUS au niveau international ceux qui pourraient être confiés au plaidreur déconcentré basé à Maurice. Un travail de répartition des axes internationaux entre les plaideurs déconcentrés qui sera mené plus largement à l'échelle de l'ensemble des plateformes africaines et finalisé en janvier 2015.

ENSEMBLE
NOUS
METTRONS
FIN AU SIDA.

© ONUSIDA - « Nous avons infléchi la courbe de l'épidémie. A présent, nous avons cinq années pour la briser, sinon l'épidémie rebondira encore plus fort. » C'est le message que véhicule le rapport annuel du Programme commun des Nations Unies contre le VIH/sida (ONUSIDA), rendu public le 18 novembre 2014.



PLATEFORME EUROPE

Après le lancement des quatre plateformes sous-régionales africaines du programme TRANSFERT, facilité par l'obtention de financements de l'AFD via AIDES, les adhérents européens de Coalition PLUS se sont réunis pour échanger autour de la mise en place d'une plateforme Europe répondant à leurs besoins et attentes spécifiques. La réunion s'est déroulée à Bucarest les 29 et 30 août 2014 en présence de représentants des organisations ARAS (Roumanie), AIDES (France), GAT (Portugal) et du Groupe sida Genève (Suisse), ainsi que d'un membre du Secrétariat de Coalition PLUS. A cette occasion, le constat a été posé par les participants que les réseaux européens de lutte contre le VIH/sida existants mènent peu d'actions de plaidoyer et que cela devait représenter un champ entier à investir pour une future plateforme. Par ailleurs, il a été relevé que les associations européennes membres de Coalition PLUS disposaient d'une expertise forte en implémentation d'actions et en renforcement des capacités d'autres associations. Ces échanges fructueux ont abouti à l'élaboration d'une feuille de route, présentée au CA de Coalition PLUS d'octobre et par le biais de laquelle les représentants des 4 associations ont proposé aux Administrateurs de notre union de développer une nouvelle plateforme d'associations communautaires de lutte contre le VIH/sida ou agissant en proximité des populations clés pour déployer à l'échelle européenne l'action de Coalition PLUS. Un dispositif des plus cohérents, tant il est vrai que le groupe constitué par les associations concernées offre une excellente représentativité de la structure au niveau européen : un pays de l'Est (Roumanie) + un pays du Sud (Portugal) + la plus grande association européenne de lutte contre le VIH/sida et les hépatites virales (AIDES – France) + un pays hors Union européenne (Suisse). Il convient de souligner que les organisations membres de cette plateforme ont proposé que AIDES en soit l'association porteuse et accueille à ce titre le budget, ainsi que la coordination de celle-ci pour les deux années à venir. Cette feuille de route ayant été dûment validée par les Administrateurs de notre union lors du CA d'octobre, il a été demandé à AIDES de débloquer une première part du budget ad hoc, afin de mettre en route la plateforme et qu'elle puisse débiter ses activités au 1er novembre 2014.



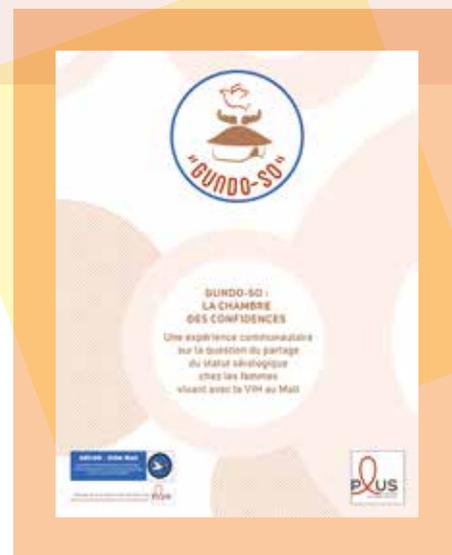
© Coalition PLUS - Les membres de la plateforme Europe de Coalition PLUS réunis au Groupe sida Genève (Suisse)

PROGRAMME RECHERCHE

Le programme Recherche de Coalition PLUS vise à faire valoir les besoins des organisations communautaires et des personnes directement touchées ou particulièrement vulnérables au VIH/sida auprès des acteurs de la recherche, ainsi qu'à fournir un soutien et un appui technique aux adhérents de Coalition PLUS en matière de recherche. Le programme valorise et investit plus particulièrement le domaine de la recherche communautaire. La recherche communautaire est une recherche dans laquelle chercheurs et acteurs communautaires collaborent à toutes les étapes du projet de recherche (choix du sujet, méthodologie, recueil et analyse des données, publication, etc.) et s'inscrivent ensemble dans une démarche scientifique axée sur les besoins des communautés en visant très concrètement la transformation sociale.

PROJET ET BROCHURE GUNDO-SO

Les femmes maliennes vivant avec le VIH (FVVIH) sont particulièrement exposées à la stigmatisation, au divorce, à la répudiation, à la privation de leurs enfants ou encore à l'abandon, car elles sont souvent dépendantes tant économiquement que socialement de leur mari. Dans ce contexte, dévoiler ou non le secret de leur séropositivité devient pour elles un enjeu vital. Le programme communautaire Gundo-So – « La chambre des confidences » en bambara – leur est spécifiquement destiné et vise à leur donner des outils, afin qu'elles puissent prendre des décisions réfléchies et éclairées en la matière. Le programme comporte un entretien d'évaluation, ainsi que dix rencontres hebdomadaires et une séance de groupe facultative. De nombreux outils propres à la culture malienne (cailloux pour estimer le poids du secret, bâtonnets en bois pour peser le pour et le contre du partage, etc.) sont utilisés dans ce cadre. Les témoignages des femmes rendent compte de l'impact extrêmement positif de ce programme, initié en 2010 par ARCAD-SIDA (membre malien de Coalition PLUS) et qui s'est déployé depuis sur 6 sites de prise en charge à Bamako et 1 site dans la région de Kayes, à l'Ouest du pays.



© Coalition PLUS - Brochure « Gundo-So : la chambre des confidences. Une expérience communautaire sur la question du partage du statut sérologique chez les femmes vivant avec le VIH au Mali »

**Retrouvez toutes nos publications
sur notre site internet :**
www.coalitionplus.org/nos-publications



Avant la mise en place de Gundo-So, les FVVIH fréquentant ARCAD-SIDA avaient régulièrement exprimé le besoin d'être accompagnées sur la question du partage du statut sérologique et un groupe de parole, baptisé «La chambre des secrets», avait dès lors été créé par notre membre malien pour y répondre. Toutefois, les femmes concernées restaient confrontées à de sérieuses difficultés pour aborder cette question et les travailleurs psychosociaux ne disposaient d'aucun outil adéquat pour les accompagner dans ce processus de manière structurée. La brochure sur Gundo-So vient précisément palier ce manque. Il s'agit d'une publication de capitalisation et l'idée qui sous-tend sa production est d'évaluer le processus de mise en place du programme, d'en tirer des enseignements, de dégager les bonnes pratiques et de les valoriser.



PREMIER SÉMINAIRE DE RECHERCHE COMMUNAUTAIRE À PARIS

Le programme Recherche de Coalition PLUS souhaiterait initier en 2015 la mise en œuvre d'un nouveau projet de recherche communautaire multi-sites, commun aux 13 associations adhérentes de notre union. Dans le cadre de ce projet, la thématique de recherche, le mode de collecte des données, ainsi que les méthodes d'analyse utilisées seraient identiques pour les 13 associations impliquées. Ce projet s'inscrirait, comme tous les projets de recherche menés au sein de Coalition PLUS, dans une démarche de recherche communautaire, impliquant des acteurs associatifs et des chercheurs dans le cadre d'une collaboration équilibrée et complémentaire. Dans cette optique, un séminaire de trois jours, organisé au mois de novembre 2014 par le programme, a permis de réunir pour la première fois des représentants de nos 13 organisations adhérentes au siège de Coalition PLUS à Paris. L'objectif de ce séminaire était d'identifier des questions de recherche communes aux pays représentés. Il fut une opportunité de constater l'intérêt toujours plus fort de nos adhérents pour la recherche communautaire et d'identifier leurs besoins en renforcement de capacités : un domaine d'expertise de Coalition PLUS.

Des temps de réflexion en plénière et en sous-groupes ont concrètement permis d'aboutir à une sélection de plusieurs thématiques prioritaires. Par ailleurs, cette rencontre a été l'occasion de dresser en amont l'état des lieux des projets de recherche réalisés par les associations, mais aussi de recenser les bailleurs potentiels, les partenariats existants, ainsi que les publications scientifiques de chaque association. Le programme Recherche a également profité de cette réunion pour exposer l'importance de publier dans une revue scientifique, tout en proposant l'accompagnement de Coalition PLUS dans cette démarche. De plus, grâce au séminaire, les participants, qui pour la plupart ne se connaissaient pas, ont pu se rencontrer et échanger des outils réutilisables ou du moins adaptables dans différents contextes. Enfin, chacun a pu exprimer ses besoins en matière de renforcement de capacités, concernant pour la plupart la recherche communautaire, l'analyse statistique de données de recherche ou encore la rédaction et la publication d'articles scientifiques.



© Coalition PLUS – Le premier séminaire de recherche communautaire de Coalition PLUS a été organisé au mois de novembre 2014 et a permis de réunir pour la première fois des représentants de nos 13 organisations adhérentes au siège parisien de notre union.

PROGRAMME PLAIDOYER

Le programme Plaidoyer de Coalition PLUS consiste à mener des actions d'influence auprès des décideurs politiques et des instances publiques nationales et internationales, afin d'améliorer les politiques impactant la lutte contre le VIH/sida. Le programme vise notamment à optimiser l'accès aux droits, à la prévention et aux soins de qualité, en particulier pour les groupes les plus vulnérables à l'épidémie. Il agit également au niveau mondial pour maximiser la mobilisation des ressources destinées à la lutte contre le VIH/sida, pour accélérer la baisse des prix des produits de santé essentiels et pour promouvoir certains modèles innovants de financement solidaires, tels que la Taxe sur les transactions financières (TTF) ou Taxe Robin des Bois.

CAMPAGNE TTF EUROPÉENNE

L'augmentation des financements pour la lutte mondiale contre le VIH/sida via le Fonds mondial (FM) constitue une priorité absolue de plaidoyer de Coalition PLUS depuis sa création en 2008. Parmi les sources possibles (financement domestique, aide publique au développement, financements innovants), la Taxe sur les transactions financières (TTF) européenne est la plus prometteuse : avec 35 milliards d'euros de recettes estimées par an, 10% des recettes annuelles de la TTF européenne représentent à elles seules 25% du financement total du Fonds mondial sur 3 ans. En 2012, la France a mis en place une TTF dont aujourd'hui 25% des recettes vont au développement et 8% au Fonds Mondial. En 2013, la France et l'Allemagne ont convaincu 9 de leurs homologues européens de mettre en place une TTF européenne. En 2014, Coalition PLUS a travaillé avec la fondation Gates et le réseau GFAN pour renforcer ses partenaires associatifs en Allemagne, en Italie et en Espagne sur la TTF et le FM grâce à une subvention du New Ventures Fund. Cette subvention, accordée en novembre dernier, a très concrètement permis de créer des postes de travail sur TTF et FM dans ces 3 pays et de financer une action militante coordonnée le 8 décembre dans quatre villes européennes (Paris, Berlin, Madrid et Rome), pendant laquelle les associations ont demandé aux chefs d'Etat, réunis à Bruxelles le 9 décembre 2014, dans le cadre de l'ECOFIN, de mettre en place une TTF européenne ambitieuse et solidaire.

© Coalition PLUS - A la veille d'une rencontre décisive à Bruxelles le 9 décembre 2014, et dans le cadre d'une journée européenne d'action pour soutenir une TTF européenne ambitieuse et solidaire, les ONG AIDES, Coalition PLUS, Oxfam France, ONE France et Attac ont organisé une projection géante mettant en scène François Hollande face à un dilemme et un choix crucial. Prendra-t-il la bonne décision ?



© Coalition PLUS - Selon la Commission européenne, la TTF européenne devrait générer 35 milliards d'euros par an. En décidant d'en affecter une portion à la lutte contre les grandes pandémies comme le sida, la France peut changer le cours de l'histoire : démontrer que la solidarité internationale n'est pas en faillite et sauver des vies fragilisées par le VIH/sida.



UNITAID
UNIS POUR SOIGNER



PROJET VHC (UNITAID)

En mai 2014, UNITAID annonçait que son Conseil d'administration avait pris la décision d'engager 160 millions de dollars US de nouvelles subventions à l'international. Des investissements destinés à améliorer l'accès des populations des pays en développement aux nouveaux traitements de l'hépatite C (VHC), de la tuberculose pharmacorésistante et du paludisme. Dans ce cadre, Coalition PLUS a été identifiée par UNITAID comme partenaire dans le domaine de l'accès au traitement de l'hépatite C, en particulier pour les patients co-infectés par le VHC et le VIH. Notre union recevra jusqu'à 5,2 millions de dollars pour la première phase de deux années de ce projet de 5 ans. Ce projet vise concrètement l'inclusion de grands pays en développement acheteurs de traitements contre l'hépatite C dans les mécanismes existants d'accès aux médicaments génériques. Objectif à terme : lever les monopoles et créer une concurrence (licences volontaires ou obligatoires) dans des pays qui représentent un gros volume de commandes (Brésil, Chine, Égypte, Géorgie, Indonésie, Malaisie, Maroc, Thaïlande, Ukraine et Afrique du Sud). Dans une logique d'implication des communautés dans la santé, Coalition PLUS travaillera pour ce projet en étroite collaboration avec les associations à base communautaire des pays concernés. Par ailleurs, notre projet se coordonnera avec l'autre projet VHC financé par UNITAID, celui de l'ONG Médecins Sans Frontières (MSF). Soulignons encore que ce projet, impliquant le recrutement d'un grand nombre de nouveaux salariés au siège de Pantin et dans les différents pays, va considérablement modifier l'architecture du Secrétariat de Coalition PLUS. En effet, la création d'une direction Plaidoyer est actuellement envisagée; la structuration en programme n'étant plus adaptée à l'échelle des actions menées dans ce domaine.



© GSI - L'actuel médicament de Gilead vendu à prix exorbitant - 1 000 \$ la pilule aux USA, soit 84 000 \$ les 3 mois de traitement – est inaccessible pour l'immense majorité des patients atteints d'hépatite C. De fait, les organisations médicales internationales sont dans l'incapacité de soigner correctement leurs patients malades de l'hépatite C, alors qu'un traitement efficace existe.

PROGRAMME COMMUNICATION & COLLECTE

Le programme Communication et Collecte de Coalition PLUS est géré depuis 2012 par un Chargé de programme basé à Genève, au sein du Groupe sida Genève, membre suisse de Coalition PLUS. Le volet communication du programme consiste à assurer la bonne visibilité de notre union et de ses adhérents au travers des différents médias (presse écrite, télévision, radio, réseaux sociaux, etc.), ainsi que lors des conférences nationales et internationales auxquelles notre union prend part. Il est orienté vers les communautés en visant à communiquer par, pour et sur celles-ci dans le contexte des enjeux actuels de la lutte contre le VIH/sida. Le volet collecte du programme consiste quant à lui à soutenir les projets de collecte et de levée de fonds des associations membres, tout en mettant en place des dispositifs analogues à large échelle, dans différents pays, destinés à pérenniser durablement nos ressources et à renforcer notre autonomie financière de même que celle de nos membres.

PROGRAMMES DE COLLECTE

Le volet collecte du programme mobilise depuis quelques années la plus grande partie de notre budget institutionnel; l'objectif de notre union étant d'investir massivement dans différents dispositifs de levée de fonds, afin de s'autonomiser le plus rapidement possible vis-à-vis de AIDES, son principal financeur. Ainsi, outre un programme de collecte de rue sur sol suisse, limité aux frontières du canton de Genève et mené depuis 2011 en partenariat avec le Groupe sida Genève avec lequel elle partage équitablement les revenus, Coalition PLUS a initié en 2013 un programme de collecte à large échelle sur sol français dont les recettes lui bénéficient intégralement. Par ailleurs, nos besoins urgents et toujours croissants en fonds propres - seuls à même d'assurer notre autonomie financière, tout en pérennisant nos activités et en nous permettant d'envisager l'intégration de nouveaux membres -, nous ont amené à mettre en place au cours du dernier trimestre 2014 un nouveau programme de collecte en Belgique, dont les revenus bénéficient eux aussi exclusivement à notre union. En parallèle, des efforts importants ont également été investis dans la fidélisation des quelque 20 000 donateurs actifs recrutés à ce jour et qui soutiennent nos combats via nos différents programmes. A cet égard, une newsletter aux formats électronique et papier baptisée PULSATION a été lancée en 2014, qui paraît désormais sur une base trimestrielle.

Retrouvez toutes nos publications
sur notre site internet :
www.coalitionplus.org



CONFÉRENCE AFRAVIH 2014 DE MONTPELLIER (FRANCE)

Sur le volet communication du programme, en plus de la gestion de la communication externe et de la communication aux donateurs, notre action a notamment porté ces dernières années sur la mobilisation collective dans le cadre de différentes conférences. Ainsi, après Casablanca en 2010 et Genève en 2012, Montpellier a accueilli la 7^{ème} Conférence internationale francophone sur le VIH et les hépatites du 27 au 30 avril 2014. Une occasion pour Coalition PLUS - qui y a participé activement - de défendre les couleurs de la démarche communautaire et de réaffirmer haut et fort qu'il n'est pas possible de dissocier la question du respect des droits humains de celle de l'efficacité des politiques de santé publique en général et des programmes nationaux et internationaux de lutte contre le VIH/sida en particulier. Dans ce cadre, Coalition PLUS a notamment organisé une conférence intitulée "VIH, VHC et droits humains : mobilisation générale !", réunissant un panel de représentants d'associations membres de notre union autour de trois communautés particulièrement touchées ou vulnérables au VIH/sida et/ou au VHC : les personnes LGBT, les injecteurs de drogues et les migrants. Ce panel est intervenu dans une logique de dénonciation des violations et disparités en matière de droits fondamentaux, d'identification des carences et besoins en matière de santé au sens large et d'exposition des bonnes et mauvaises pratiques. Il a plus concrètement été demandé aux intervenants d'illustrer, par des exemples tirés de leurs terrains respectifs, en quoi le respect ou la promotion des droits humains de ces populations constituent un moteur en termes de santé publique dans les contextes qu'ils connaissent et en quoi leur violation ou restriction constituent à contrario des freins aux actions de prévention et de prise en charge qu'ils mènent sur le terrain.



rfi radio
france
internationale



© Coalition PLUS - En 2012, un rapport de la Commission mondiale sur le VIH et les droits de l'ONU montrait que les politiques répressives contre l'homosexualité alimentent l'épidémie de sida en renforçant la stigmatisation des malades. Pourtant, ces lois perdurent et même se renforcent dans certains pays. Quelles sont aujourd'hui les revendications des associations ? Comment généraliser l'accès aux traitements pour tous ? Réunis le 30 avril 2014 à Montpellier dans le cadre de la conférence AFRAVIH, des militants de Coalition PLUS du Nord et du Sud ont répondu à ces questions au micro de Claire Hédon de l'émission «Priorité santé» (Radio France internationale - Rfi).

PROGRAMME GESTION FINANCIÈRE

Le programme Gestion financière de Coalition PLUS consiste à appuyer et suivre les moyens mis en œuvre par les associations adhérentes de Coalition PLUS pour répondre aux critères de bonne gestion du label de notre union. Le programme vise plus précisément à renforcer la capacité des associations à canaliser et justifier l'emploi de leurs ressources (flux de trésorerie, suivi des créances et dettes, suivi analytique des charges et des produits, circuit des responsabilités, gestion des équipements et des stocks, etc.) pour au final s'assurer de la mise en place d'états de synthèse financiers annuels certifiés par un auditeur externe indépendant, gage de transparence, d'efficacité et de crédibilité.

CHANTIER D'AGGLOMÉRATION DES COMPTES

Coalition PLUS s'est engagée en 2014 dans un projet d'agglomération d'indicateurs financiers et programmatiques de ses membres, visant à rendre compte du poids de notre réseau dans la réponse mondiale à l'épidémie de VIH/sida. Un premier travail a été élaboré sur les comptes 2013, permettant d'indiquer que le volume des emplois des associations membres de Coalition PLUS représentait plus de 58 millions d'euros au global. Les ressources étaient issues pour 39% de dons privés et 59% de subventions. Cette démarche est permise par l'existence d'un système de gestion de qualité chez nos associations membres. Celles-ci ont en effet à cœur la transparence et le suivi précis de leurs dépenses, dans des contextes parfois difficiles où les conflits et la corruption entravent le bon déroulement des activités de lutte contre le VIH/sida. L'obtention et le maintien du statut de membre de Coalition PLUS sont d'ailleurs conditionnés par le respect des critères de notre label, parmi lesquels figure l'obtention de comptes certifiés par un commissaire aux comptes indépendant sur les deux précédents exercices. Le Secrétariat de Coalition PLUS est ainsi engagé depuis ses débuts dans un travail de renforcement en gestion financière de ses adhérents, en vue d'atteindre et de maintenir ce critère.

MISSIONS DE TERRAIN

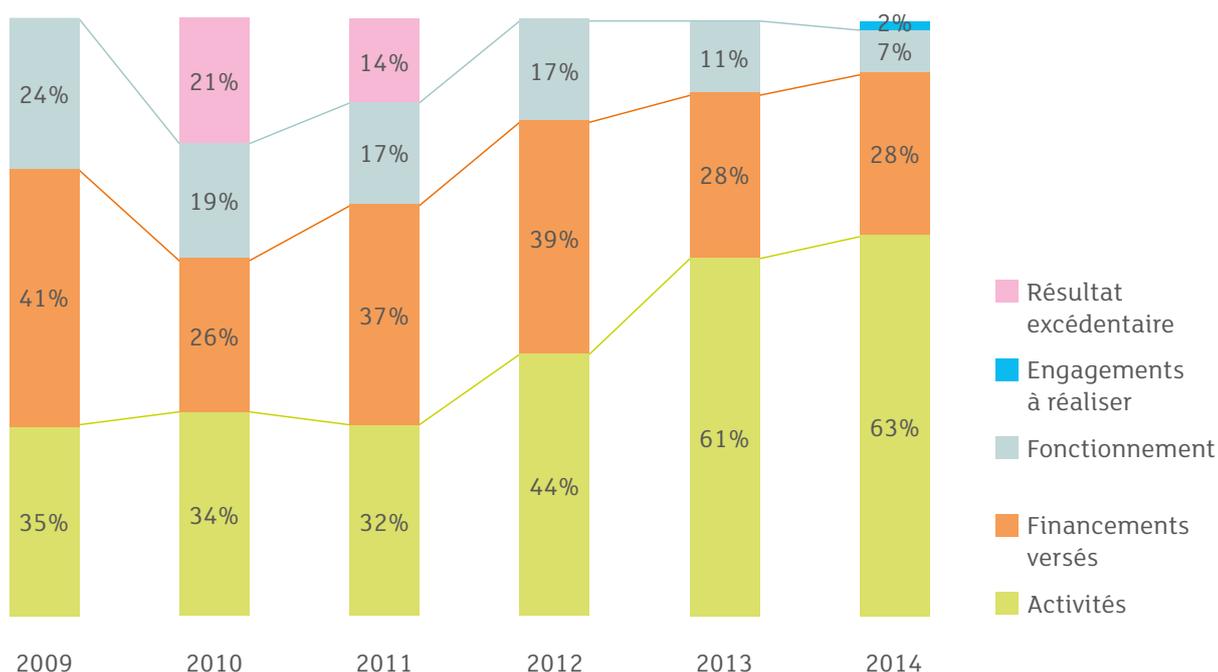
En 2014, 16 missions de renforcement en gestion financière ont été menées auprès de 9 adhérents de Coalition PLUS, dont certaines conjointement avec le cabinet Deixis de commissariat aux comptes. Cette expertise extérieure permet de formuler des recommandations sur l'évolution des systèmes de gestion et le pilotage de l'activité de chacun des membres. Deixis soutient également le travail d'agglomération des comptes de notre réseau associatif, en apportant la méthodologie et l'expertise technique nécessaires pour agglomérer en un seul et même référentiel comptable les données financières de nos membres.

Bénéficiaire			Nature des renforcements
ARCAD-SIDA	Mali	membre	<ul style="list-style-type: none"> ■ Soutien au maintien des critères du label ■ Mise en place d'indicateurs analytiques de pilotage de l'activité
AIDES	France	membre	<ul style="list-style-type: none"> ■ Soutien à la mise en place d'un outil de suivi des projets financés par l'Agence Française du Développement (AFD)
ANSS	Burundi	membre	<ul style="list-style-type: none"> ■ Soutien au maintien des critères du label ■ Adaptation des comptes aux normes d'agglomération
REVS+	Burkina Faso	membre	<ul style="list-style-type: none"> ■ Soutien à la présentation des comptes aux adhérents
ARAS	Roumanie	membre	<ul style="list-style-type: none"> ■ Suivi des problématiques liées aux subventions de l'Union européenne ■ Soutien à la mise en place des outils prévisionnels
ALCS	Maroc	membre	<ul style="list-style-type: none"> ■ Formation à la politique financière des associations auprès des administrateurs
KIMIRINA	Équateur	membre	<ul style="list-style-type: none"> ■ Adaptation des comptes aux normes d'agglomération
ACS/AMO Congo	RDC	Partenaire	<ul style="list-style-type: none"> ■ Soutien à l'obtention des critères du label Coalition PLUS
IDH	Bolivie	Partenaire	<ul style="list-style-type: none"> ■ Soutien à la mise en place d'indicateurs analytiques de pilotage de l'activité

RAPPORT DE LA TRÉSORIÈRE

Avec le passage au statut de membre de plein droit de l'association GAT au Portugal, Coalition PLUS est constituée au 31 décembre 2014 de 11 associations membres et de 2 associations partenaires présentes sur quatre continents. L'exercice 2014 est caractérisé par une stagnation du budget exécuté par rapport à l'exercice précédent (- 2%), en raison principalement des contraintes de financement de la collecte de rue ayant empêché de maintenir un niveau conséquent d'investissement similaire à celui de l'exercice 2013. Si la baisse de l'investissement dans la collecte de rue contribue à établir un résultat quasiment à l'équilibre, cela se fait au détriment des recettes futures de donateurs qui n'ont pu être recrutés cette année.

ÉVOLUTION DE LA STRUCTURE DES EMPLOIS (2009 - 2014)



Les produits sont quant à eux en nette hausse (+31%); ce qui souligne la capacité de Coalition PLUS à capter des financements publics et privés. Les dons issus des opérations de collecte de rue en France, en Suisse, en Belgique et au Québec ont ainsi été multipliés par 3,2 en un an et représentent fin 2014 plus du tiers de nos produits. Une diversification des sources de financement gage de pérennité et d'indépendance, rendue possible grâce au précieux soutien et à la fidélité sans faille de nos donateurs. Bien que représentant 6% des ressources, les subventions sont elles aussi en nette hausse par rapport à 2013 et devraient continuer leur progression en 2015 avec le démarrage et la montée en charge des projets du programme Plaidoyer financés par les bailleurs UNITAID sur l'accès aux médicaments contre le virus de l'hépatite C et l'Agence Française du Développement (AFD) sur la structuration de notre plaidoyer au Sud. Un signe positif, soulignant la reconnaissance de Coalition PLUS par les grands bailleurs internationaux de la lutte contre le sida et les hépatites.

ÉVOLUTION DE LA STRUCTURE DES RESSOURCES (2009 – 2014)



La stagnation des emplois, couplée à la nette hausse des produits ont permis de rapprocher le résultat comptable de l'équilibre (- 2 045 euros). En matière de santé financière, ce résultat ne permet cependant pas de rétablir nos fonds associatifs. Ceux-ci ont en effet été affaiblis par le fort investissement en collecte de rue en 2013 et se situent désormais à - 316 000 euros. Ce résultat est le reflet d'une stratégie d'investissement dans la collecte, outil de financement des ONG ayant fait ses preuves et avec lequel nous espérons des retombées futures pour financer le développement de Coalition PLUS. Néanmoins, les comptes laissent apparaître des ressources suffisantes pour financer notre cycle d'exploitation (les activités courantes), grâce notamment à l'emprunt bancaire contracté auprès du Crédit Coopératif fin 2013, ainsi que les facilités de trésorerie consenties par les membres de notre union ou les bailleurs de fonds.

En 2014, l'excédent de ressources durables a permis de dégager un fonds de roulement positif de + 117 000 euros, grâce notamment à l'obtention d'un emprunt sur 7 ans auprès du Crédit Coopératif (850 000 euros) versé fin 2013. Il est à noter que la nette baisse de 67% de ce fonds de roulement est générée en premier lieu par la diminution des ressources durables entre 2013 et 2014, en raison du report à nouveau creusé par l'investissement fort dans la collecte de rue depuis 2013 dont les charges ne peuvent être amorties sur plusieurs exercices. Cette baisse est également la résultante de la hausse des emplois stables, en raison de la demande de gel d'une partie des échéances de remboursement prévues en 2015 sur les prêts octroyés au Groupe sida Genève (Suisse), qui connaît des difficultés de trésorerie. L'amélioration des ressources durables à disposition de Coalition PLUS fait l'objet d'une attention permanente.

Ce fonds de roulement positif au 31 décembre 2014 permet de financer le cycle d'exploitation de Coalition PLUS et caractérise, malgré sa fragilité, la tenue d'un équilibre financier de la structure au terme de l'exercice. Il permet notamment de couvrir les créances constituées des prêts consentis au Groupe sida Genève (Suisse) dans le cadre du partenariat sur l'investissement en collecte de rue et à ARAS (Roumanie) pour faire face aux difficultés de règlement de ses bailleurs de fonds.

	réalisé 2014	réalisé 2013	Variation
Fonds associatifs sans droit de reprise			
Report à nouveau	-315 908	520 596	-161%
Résultat de l'exercice	-2 045	-836 504	-100%
Subventions d'investissement nettes	2 309	3 495	-34%
Emprunts bancaires et intérêts courus non échus	742 164	850 935	-13%
Provisions			
Ressources durables	426 520	538 522	-21%
Immobilisations incorporelles nettes	0	0	
Immobilisations corporelles nettes	7 773	12 047	-35%
Immobilisations financières nettes (à plus d'un an)	301 297	175 537	72%
Charges à répartir			
Emplois stables	309 070	187 584	65%
FONDS DE ROULEMENT (FR)	117 451	350 938	-67%

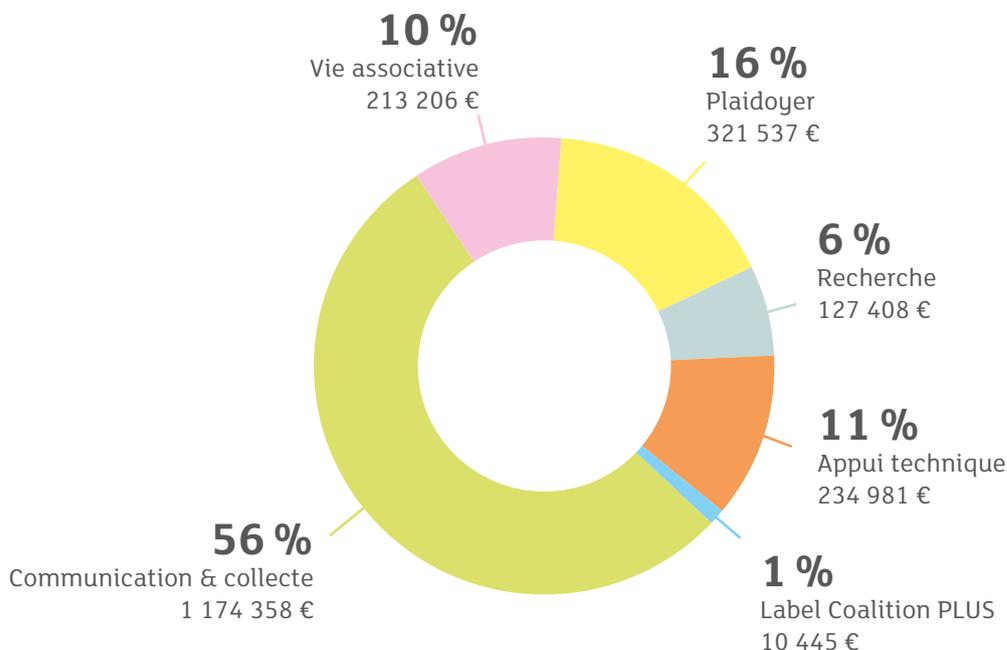
Le besoin en fonds de roulement (BFR), obtenu par la différence entre les emplois cycliques et les ressources cycliques, indique le besoin de financement généré par l'activité courante de Coalition PLUS. Le solde de - 22 000 euros au 31 décembre 2014 figurant dans le tableau ci-après, signifie un endettement à court terme de Coalition PLUS qui est légèrement plus élevé par rapport aux créances à recouvrer, composées principalement de la trésorerie à recevoir de l'Agence Française de Développement (AFD) sur le projet Plaidoyer (519 000 euros), du solde de la contribution 2014 de AIDES à Coalition PLUS (370 000 euros) et des échéances de prêts octroyés au Groupe sida Genève et à ARAS exigibles à moins d'un an. Par conséquent, la confrontation de ces indicateurs financiers confirme au terme de l'exercice 2014 le maintien d'une trésorerie nette favorable de Coalition PLUS de + 140 000 euros.

	réalisé 2014	réalisé 2013
Immobilisations financières nettes (à moins d'un an)	327 316	414 879
Stocks		
Charges constatées d'avance	8 544	45 637
Valeurs Mobilières de Placement (VMP)		
Créances d'exploitation	1 047 621	291 324
Emplois cycliques	1 383 481	751 840
Fonds dédiés	54 164	
Produits constatés d'avance	690 490	
Autres dettes	660 944	691 992
Ressources cycliques	1 405 598	691 992
BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT (BFR)	-22 117	59 848

	réalisé 2014	réalisé 2013
FONDS DE ROULEMENT (FR)	117 451	350 938
BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT (BFR)	-22 117	59 848
TRESORERIE NETTE (FR-BFR)	139 568	291 090

LES ACTIVITÉS DU SECRÉTARIAT DE Coalition PLUS

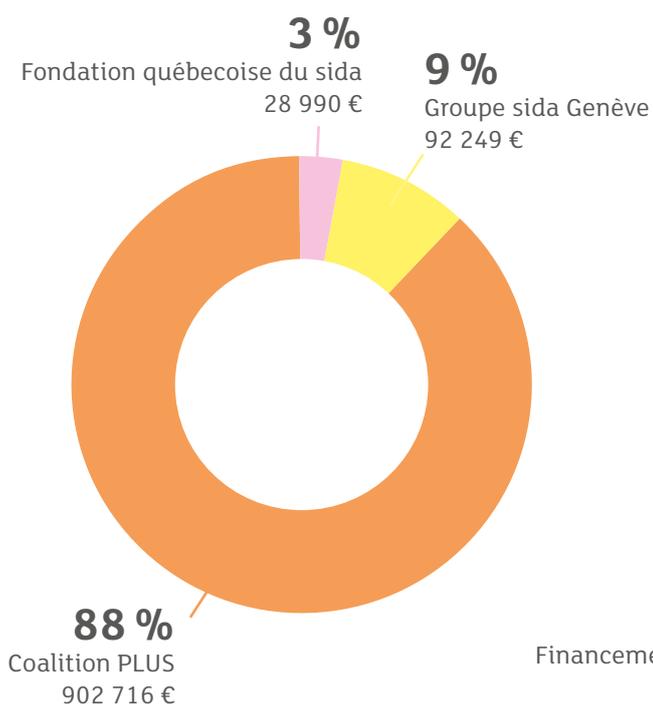
En 2014, Coalition Plus a engagé plus de 2,1 millions d'euros pour les activités du Secrétariat, soit près de 63% des emplois totaux, le reste étant principalement dédié au financement de nos membres.



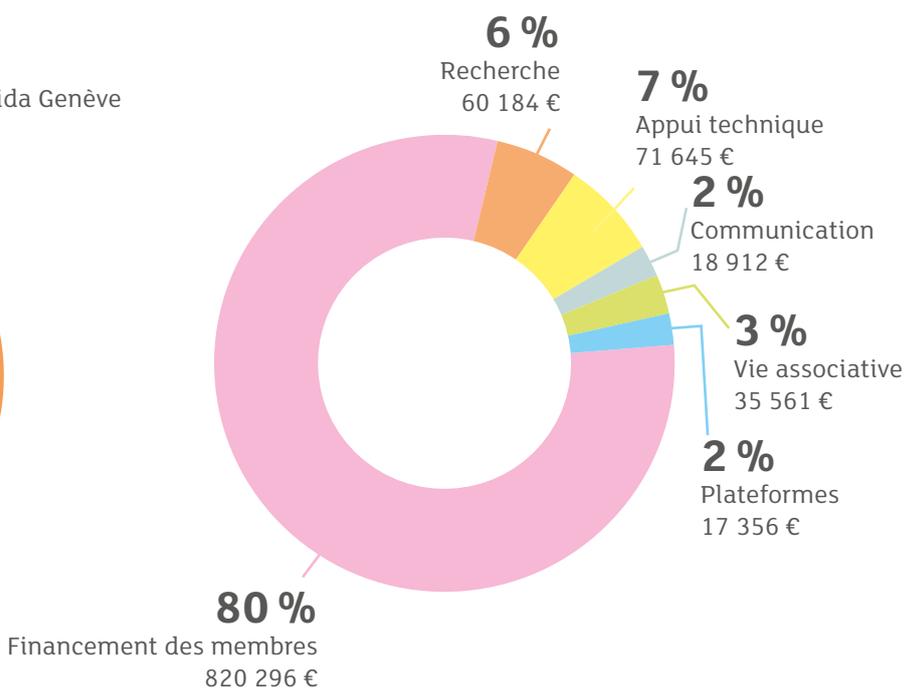
UTILISATION DES RESSOURCES COLLECTÉES AUPRÈS DU PUBLIC

En 2014, près de 1 024 000 euros ont été collectés auprès du public grâce à des programmes de collecte menés soit en propre (France et Belgique), soit en partenariat (Suisse avec le Groupe sida Genève et Québec avec la Fondation québécoise du sida); chaque structure partenaire reversant une partie des dons collectés à notre union.

Origine des ressources collectées auprès du public



Utilisation des ressources collectées auprès du public



BILAN ACTIF

RUBRIQUES	Brut	Amortissements Provisions	Net 31/12/2014	Net 31/12/2013
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Concession, brevets et droits similaires	7 971	7 971	0	0
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes sur immos incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions				239
Installations techniques, mat. et outil. industriel				
Autres immobilisations corporelles	30 923	23 149	7 773	11 807
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations				
Autres titres immobilisés	11 707		11 707	8 707
Prêts	616 905		616 905	578 209
Autres immobilisations financières	0		0	3 500
ACTIF IMMOBILISE	667 506	31 121	636 385	602 462
STOCKS ET EN-COURS				
Stocks de matières premières				
Stocks d'en-cours de production de biens				
Stocks d'en-cours de production de services				
Stocks produits intermédiaires et finis				
Stocks de marchandises				
CREANCES D'EXPLOITATION				
Avances, acomptes versés sur commandes				
Créances usagers et comptes rattachés	25 316		25 316	50 290
Autres créances	1 022 305		1 022 305	241 034
DISPONIBILITES ET DIVERS				
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	139 568		139 568	291 090
Charges constatées d'avance	8 544		8 544	45 637
ACTIF CIRCULANT	1 195 733	0	1 195 733	628 051
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Primes remboursement des emprunts			0	
Ecart de conversion actif			0	0
TOTAL GENERAL	1 863 239	31 121	1 832 118	1 230 514

BILAN PASSIF

RUBRIQUES	31/12/2014	31/12/2013
FONDS ASSOCIATIFS		
Fonds propres		
Fonds associatifs sans droit de reprise <i>dont legs et dons, avec contrepartie d'actifs immobilisés, subventions d'investissement affectées à des biens renouvelables</i>		
Ecarts de réévaluation		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves		
Report à nouveau	-315 908	520 596
Résultat de l'exercice (Excédent ou déficit)	-2 045	-836 504
Autres fonds associatifs		
Report à nouveau des résultats sous contrôle des tiers financeurs		
Ecarts de réévaluation		
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables	2 309	3 495
Provisions réglementées		
Droits des propriétaires (commodat)		
TOTAL	-315 644	-312 413
Comptes de liaison		
Provisions pour risques et charges		
TOTAL	0	0
Fonds dédiés		
Sur subventions de fonctionnement	54 164	
Sur autres ressources		
TOTAL	54 164	0
DETTES		
Emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	742 164	850 935
Emprunts et dettes financières divers	6 638	
Avances et acomptes reçus sur commandes		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	165 185	554 990
Dettes fiscales et sociales	43 847	51 103
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	445 274	85 899
Produits constatés d'avance	690 490	
TOTAL	2 093 598	1 542 927
Ecarts de conversion passif		
TOTAL GENERAL	1 832 118	1 230 514

COMPTE DE RÉSULTAT (01/01/2014 au 31/12/2014)

RUBRIQUES	31/12/2014	31/12/2013
Ventes de marchandises		
Prestations de services		
Poduits des activités annexes		
MONTANT NET DES PRODUITS D'EXPLOITATION	0	0
Production stockée		
Production immobilisée		
Subventions d'exploitation	200 268	85 324
Reprises sur amortissements et provisions, transfert de charges	61 272	116 180
Collectes	1 023 955	318 413
Cotisations	10 300	9 400
Autres produits	2 002 613	2 001 417
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION	3 298 407	2 530 734
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stocks (marchandises)		
Achats de matières premières et autres approvisionnements		
Variation de stocks (matières premières et autres approvisionnements)		
Autres achats et charges externes	1 680 991	1 913 011
Impôts, taxes et versements assimilés	27 925	35 137
Salaires et traitements	374 940	311 328
Charges sociales	182 063	151 207
Autres charges de personnel		
Dotations aux amortissements sur immobilisations	12 271	8 181
Dotations aux provisions sur immobilisations		
Dotations aux provisions sur actif circulant		
Dotations aux provisions pour risques et charges		
Autres charges	939 038	936 034
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION	3 217 228	3 354 898
1- RESULTAT D'EXPLOITATION	81 179	-824 164

RUBRIQUES	31/12/2014	31/12/2013
1- RESULTAT D'EXPLOITATION	81 179	-824 164
Bénéfice attribué ou perte transférée		
Perte supportée ou bénéfice transféré		
PRODUITS FINANCIERS		
De participation		
Autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	140	178
Reprises sur provisions et transferts de charges		
Différences positives de change		117
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS	140	295
CHARGES FINANCIERES		
Dotations financières aux amortissements et provisions		
Intérêts et charges assimilées	29 143	935
Différences négatives de change	42	120
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL DES CHARGES FINANCIERES	29 184	1 055
2- RESULTAT FINANCIER	-29 045	-760
3- RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	52 135	-824 924
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion		1 924
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions et transferts de charges	8 375	
TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS	8 375	1 924
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	15	4 035
Sur opérations en capital	8 375	1 093
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	0	8 375
TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES	8 391	13 503
4- RESULTAT EXCEPTIONNEL	-15	-11 579
TOTAL DES PRODUITS	3 306 922	2 532 953
TOTAL DES CHARGES	3 254 803	3 369 457
5- SOLDE INTERMEDIAIRE	52 119	-836 504
+ Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs		
- Engagements à réaliser sur ressources affectées	54 164	
EXCEDENT OU DEFICIT	-2 045	-836 504

Devenir
donateur

AGISSONS ENSEMBLE : VOS DONS FONT NOS ACTIONS !

Devant l'ampleur de la tâche et les énormes besoins des populations les plus vulnérables à l'épidémie de VIH/sida, Coalition PLUS multiplie ses sources de financement et les pérennise. C'est pourquoi nous avons besoin de votre générosité et de votre engagement. Vos dons permettent concrètement à Coalition PLUS de développer ses programmes et d'apporter un appui aussi précieux qu'indispensable à ses adhérents dans leurs actions de recherche communautaire, de plaidoyer, de prévention et de soutien aux personnes séropositives. Les donateurs de Coalition PLUS bénéficient de la réduction fiscale liée aux dons. N'hésitez pas à contacter nos services donateurs pour toute question ou demande :



Titulaire du compte :

Coalition Internationale Sida

IBAN : FR76 4255 9000 0341 0200 3710 419

BIC : CCOPFRPPXXX

Domiciliation :

Crédit Coopératif
Agence Paris Gare de l'Est
102 Boulevard de Magenta
CS60019
75479 Paris Cedex 10 France

Service donateurs France :

Tour Essor – 14 rue Scandicci
93508 Pantin Cedex
Tél : + 33 (0) 1 77 93 97 25
Email : dons@coalitionplus.org



Titulaire du compte :

Coalition PLUS Belgique

IBAN : BE95 3631 4543 3958

BIC : BBRU-BE-BB

Domiciliation :

ING Belgique
Agence Marnix 24
B-1000 Bruxelles

Service donateurs Belgique :

Rue Sainte Anne 20
1000 Bruxelles
Tél : + 32 (0) 2 502 89 48
Email : servicedonateurs@coalitionplus.org



Titulaire du compte :

Groupe sida Genève

IBAN : CH69 0078 8000 A077 6006 5

BIC : BCGECHGGXXX

Domiciliation :

Banque cantonale de Genève
CCP 12-1-2
Compte A 0776.00.65

Service donateurs Suisse :

9, rue du Grand-Pré
1202 Genève
Tél : + 41 (0) 22 749 14 04
Email : donateurs@groupesida.ch



Tour Essor
14 rue Scandicci
93508 Pantin Cedex, France
Tél. : +33 1 77 93 97 10
coalitionplus@coalitionplus.org
www.coalitionplus.org



Tour Essor
14, rue Scandicci
93500 Pantin Cedex, France
Tél. : +33 1 41 83 46 37
aides@aides.org
www.aides.org



Rue Salim Cherkaoui,
Quartier des Hôpitaux,
Casablanca 20360, Maroc
Tél. : +212 522 22 31 13
alcs@menara.ma
www.alcs.ma



Centre TURIHO, Kigobe nord,
B.P. 4152, Burundi
Tél. : +257 22 215977
anss_turiho@yahoo.fr
www.anssburundi.bi



Bd. Eroii Sanitari, nr. 49, sector 5,
050471 Bucarest, Roumanie
Tél. : +4021 318.82.51
aras@arasnet.ro
www.arasnet.ro



BP E2561, Bamako, Mali
Tél. : + 223 223 72 59
arcadsida@arcadsida.org
www.arcadsida.org



1, rue Sherbrooke Est,
Montréal, Québec H2X 3V8,
Canada
info@cocqsida.com
www.cocqsida.com



Avenida Paris, 4 – 1º direito,
1000-228 Lisboa, Portugal
Tél. : +351 210 967 826
contactos@gatportugal.org
www.gatportugal.org



9, rue du Grand-Pré,
1202 Genève, Suisse
Tél. : +41 22 700 15 00
info@groupesida.ch
www.groupesida.ch



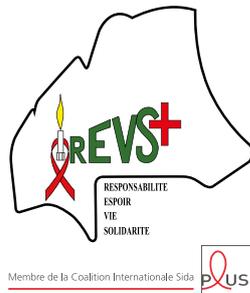
Humboldt 829,
Cochabamba, Bolivia
Tél. : +591 4410296
direccion@idhbolivia.org
www.idhbolivia.org



Bosmediano E14-38
y Gonzalez Suarez, Quito,
Equateur
Tél. : +593 2 244 35 49
Kimirina@kimirina.org
www.kimirina.org



21 bis, rue J. Pandit Nehru,
Port Louis, Ile Maurice
Tél. : +230 210 7047/75
info@pils.mu
www.pils.mu



01 BP 382, Bobo-Dioulasso,
Burkina Faso
Tél. : +226 20 97 05 17
revs@fasonet.bf
www.revs.bf



A30, avenue MPOZO,
Quartier Matonge,
Commune de KALAMU,
Kinshasa, RDC
Tél. : +24 349 98 66 484 1
contact@acsamocongo.org
www.acs-amocongo.njno.info



Coalition Internationale Sida, PLUS
Siège social : Tour Essor – 14 rue Scandicci
93508 Pantin Cedex – France
Tél : + 33 (0) 1 77 93 97 25 – Fax : + 33 (0) 1 77 93 97 09
Email : coalitionplus@coalitionplus.org
www.coalitionplus.org

